Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

160-161 | 2020

Le marché des marges sociales

En quête d'accusés ?

Monique Selim et Wenjing Guo

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jda/9351>

DOI : 10.4000/jda.9351

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 20 octobre 2020

Pagination : 17-24

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Monique Selim et Wenjing Guo, « En quête d'accusés ? », *Journal des anthropologues* [En ligne], 160-161 | 2020, mis en ligne le 13 novembre 2020, consulté le 04 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/jda/9351> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.9351>

Tous droits réservés

EN QUÊTE D'ACCUSÉS ?

Monique Selim¹ – Wenjing Guo²

L'anthropologie a montré à quel point la maladie mettait à l'épreuve l'ordre social et politique, lançant les individus et les populations touchés à la recherche d'une cause du mal : pourquoi moi ? Pourquoi nous ? Dès que le responsable de la maladie est trouvé, des actions rituelles peuvent être effectuées pour le rendre impuissant et rétablir l'organisation de la société ou encore la changer. Il peut s'agir d'un individu qui sera alors puni ou banni, d'un groupe qui sera ostracisé, voire chassé ou d'une entité invisible dont le pouvoir malévolent devra être neutralisé, annihilé. Dans tous les cas une ou des victimes expiatoires doivent être désignées. La pandémie qui débute au printemps 2020, répandant le coronavirus dans le monde entier, sans que quiconque soit en mesure de lui prédire un terme définitif, met en scène à différentes échelles de telles logiques qui appellent l'attention des anthropologues sur leurs terrains. On portera le regard d'abord sur la Chine, où l'épidémie a fait trembler les fondements de l'État autoritaire puis brièvement sur les représentations qui, dans les démocraties occidentales, poussent à accuser la Chine de tous les maux. On passera donc de l'ennemi intérieur chinois à l'ennemi extérieur occidental, montrant ainsi les modes d'exorcisme de la panique que suscite la maladie. Sur le fond de dépendances cruciales révélées, en particulier dans le domaine du matériel sanitaire, une concurrence pour l'hégémonie se donne à voir.

Qui est l'assassin ?

Revenons d'abord sur le décès du docteur Li Wenliang qui a fonctionné dans l'imaginaire chinois comme le point de fracture avec la politique de l'État-parti et qui restera dans les mémoires, 20 ans après la répression du mouvement de la place Tian Anmen qu'il remet en lumière. Le docteur Li a été un des 8 lanceurs

¹ IRD-CESSMA, UMR 245 IRD, université Paris-Diderot, Inalco
Courriel : monique.selim@ird.fr

² CESSMA
Courriel : wenjguo@gmail.com

d'alerte du coronavirus convoqués et mis en garde à vue par la police. Son décès a remué les internautes chinois la nuit du 6 février 2020. Le doute sur l'heure de son décès, les débats autour de sa figure — héros ou homme ordinaire — illustrent la cristallisation des émotions vécues par les Chinois depuis le Nouvel an chinois mi-janvier : peur, colère, angoisse, inquiétude, indignation, sentiment d'injustice, etc. Avec sa mort, thématique censurée, la gestion de l'épidémie touche le cœur de la société chinoise où ce jeune médecin est vu comme une victime à laquelle chacun peut s'identifier. Son décès a marqué le début d'une peur collective qui frappe tous les Chinois depuis janvier et il est devenu un symbole de mobilisation pour plus de transparence, de sécurité et de liberté.

Il n'est pas nécessaire de revenir sur les effets de la crise sanitaire qui a déserté les rues des métropoles chinoises des dizaines de millions d'habitants, qui a ralenti un paradis de consommation à l'exception des masques et des liquides hydro-alcooliques, qui a rogné le peu de confiance vis-à-vis de l'État-parti sur ses capacités à protéger la population. La crise sanitaire met en lumière, sous la croissance économique, les fissures de la « société harmonieuse » et du « rêve chinois » auquel chacun est appelé à adhérer par l'État-parti. Le docteur Li n'est pas le héros que désiraient de nombreux internautes, qui demandent à ne plus vivre dans le mensonge : ils refusent d'être maintenus et protégés par l'édification étatique de figures héroïques de travailleurs modèles prêts à sacrifier leur vie pour le socialisme et ils ne croient plus à la sanction pour l'exemple de quelques cadres corrompus que le gouvernement accuse de mépriser « le bonheur du peuple ». Pour Liang Wendao, journaliste chinois connu, « un pays qui a besoin de héros est un pays malheureux ». La gestion de l'épidémie a inscrit une rupture dans la marche vers une société de « prospérité moyenne » annoncée par l'État-parti et l'année du Rat de métal n'a pas apporté une protection de fer à la légitimité du pouvoir.

Les internautes chinois, depuis la mort du docteur Li, ont demandé sa réhabilitation alors qu'il avait été vu et puni comme lanceur de rumeur, et non pas d'alerte, par les autorités, après avoir prévenu ses collègues de l'université des cas similaires de SRAS dans leur groupe de discussion privée sur Wechat. Rappelons les faits : Il était ensuite convoqué par la police et avait signé une « lettre de promesse », selon les ordres usuels du gouvernement qui impose à tout accusé repentance, assurance de ne pas répéter les comportements délictueux et affirmation d'avoir compris les conséquences négatives de ses actes. Les réponses d'acquiescement du docteur Li à cette intimation sont devenues le symbole des revendications de la liberté d'expression après sa mort. « Je peux (arrêter de faire les choses illégales). J'ai compris (qu'il y aurait des conséquences si je continuais) ». Sur la Toile ont circulé les photos des internautes portant des masques où a été écrit « peux pas, comprends pas », ou encore un dessin d'un masque substitué au drapeau en berne.

On a aussi vu la chanson du film *Les Misérables* « Do you hear people sing ? » pour indiquer que le gouvernement est sourd aux revendications de la population. L'image du sifflet qui renvoie au *whistleblower*, c'est-à-dire au lanceur d'alerte a côtoyé des phrases telles que « l'on ne laisse pas mourir dans le froid ceux qui sont allés chercher le bois pour les autres, on ne laisse pas bloqués dans les broussailles ceux qui ouvrent le chemin de la liberté ». Avant de se voir confirmé être atteint par le coronavirus, le docteur Li avait, lorsqu'il était hospitalisé, déclaré au journal chinois réputé Caixin début février : « La société

Dessin représentant un masque en berne et des coqs attachés par une corde, le bec fermé par un ruban (source : Weibo, équivalent de Twitter en Chine, 2020)

en bonne santé ne doit pas avoir qu'une seule voix ». Il entendait par là insister sur la nécessaire multiplicité des opinions qui est précisément interdite par le pouvoir, seul légitime à s'exprimer. On retrouve aussi sur la Toile des photos ou des discours faisant référence au mouvement des étudiants pour la liberté d'expression en 1989, ou encore aux mouvements plus récents des Hongkongais, dit des parapluies ou autres, en colère contre l'interdiction de s'exprimer sur la mort de docteur Li.

La censure sur la mort, l'heure de la mort et les conditions du décès du docteur Li, ont été et restent des sujets de débats passionnés en ligne pour les

Photos circulant sur Weibo et Twitter d'internautes portant des masques sur lesquels est écrit « peux pas, comprends pas » (inversion de la phrase du docteur Li expliquant « je peux, je comprends ») et « nous voulons la liberté d'expression » (source : montage réalisé par Wenjing Guo, 2020)

internautes chinois, maintenus enfermés dans leur domicile pendant plus de huit semaines, avec uniquement Internet pour rompre l'isolement mais aussi amplifier les émotions. Certains comptes Weibo des autorités d'autres villes que Wuhan ont publié aussi leur incompréhension sur la mort du docteur Li et demandé qu'on le « laisse reposer en paix ». Selon certaines « rumeurs » en ligne, il aurait été maintenu en vie artificiellement par l'hôpital pendant 6 heures afin de ne pas mourir quand les internautes sont éveillés. Le docteur Li est décédé officiellement à 2h58 le 7 février mais l'hypothèse est faite d'un arrêt cardiaque à 21h30 le 6 février. Un jeu de mots chinois fait dire « sauvetage politique mis en scène, et non pas médical ».

Donnons quelques exemples des voix des internautes chinois qui montrent une critique aigüe de l'État-parti :

Contrairement à ce que montrent les séries télévisées américaines où, annoncer le décès de quelqu'un relève de l'autorité médicale, seule habilitée à le faire, en Chine, c'est le service de propagande qui fait l'annonce et décide de la mort.

D'autres citent l'œuvre de Lu Xun, écrivain révolutionnaire qui a abandonné ses études de médecine car « la médecine ne peut pas sauver les Chinois ».

Je comprends pourquoi tous pensent à lui (le docteur Li), il est toi, il est moi. Il aime manger le poulet frit pané, j'adore le *bubble tea*, nous attendons les prochains épisodes du feuilleton, nous retournons à la maison après le travail, nous avons notre famille ordinaire qu'on aime et qui nous aime, ce qui lui est arrivé, peut nous arriver, parce que nous vivons tous ici.

Si on annonce sa mort (du docteur Li) directement, cela provoque trop de colère. Il faut neutraliser la colère et faire attendre un miracle qui le sauverait ; mais le miracle n'a pas eu lieu (malgré les efforts du gouvernement) et c'est une grande déception. Les gens sont apaisés, tristes mais sans revendication.

Avant sa mort, il était lanceur de rumeurs. Après, sa mort est devenue une rumeur.

Ne demande pas pour qui le glas sonne, c'est pour toi.

Fermer sa bouche (du docteur Li). Fermer la ville et la mettre en quarantaine. Mourir. Après on referme sa bouche (du docteur Li). Le cœur s'est arrêté le 6, après la décision (du Parti), sa mort est accordée pour le 7.

Se sont ajoutées à ce bouillonnement en ligne les multiples attaques de médecins par des patients ou leur entourage : le 20 janvier, un ophtalmologue travaillant dans un hôpital de Pékin est gravement blessé ; fin décembre un médecin est tué pendant son travail dans la salle des urgences par la famille d'une patiente. La vidéo des faits a circulé en ligne et a suscité colères et indignations avant d'être censurée. Les analyses de ces phénomènes de violence et la tension entre médecins et patients ciblent les dysfonctionnements du système de santé où la logique financière l'emporte sur la vie des patients et celle des médecins. Ces derniers sont devenus des bouc-émissaires et tenus responsables des malheurs et de la non-guérison des patients. Quand l'hôpital ne soigne plus, les patients deviennent impatients dirait-on en Chine.

La grande intelligence du gouvernement chinois fut de réhabiliter le docteur Li et ses 8 collègues décédés et de les ériger, avant la fête des morts, le 2 avril, en martyrs morts pour la nation, mettant ainsi fin momentanément et seulement en apparence à la cause du ressentiment mêlé d'angoisse de la population dirigé contre l'État-parti. Ce dernier avait failli dans sa mission symbolique de thérapeute et de protecteur de la population, pour en devenir l'assassin, à travers la figure déchirante du malheureux médecin décédé. Depuis la population est présentée comme satisfaite des mesures de traçage numérique

et de surveillance généralisée qui sont censées prévenir une seconde vague de l'épidémie, tandis que le gouvernement sort rehaussé des attaques qui se multiplient de la part des USA. Il convient néanmoins de suivre les internautes en anthropologue pour comprendre comment est vécue cette nouvelle période qui voit s'intensifier l'étouffement des regards critiques sous la pression étatique et aussi d'un nationalisme largement partagé.

Qui est le coupable ?

Sandra Szureck, juriste, professeure émérite à l'université Paris-Nanterre, membre de la Société française pour le droit international, affirme que « la Chine est juridiquement responsable de la pandémie », que « Pékin a manqué à ses obligations pour contenir la maladie et a causé un préjudice à d'autres pays qui mérite réparation », que « le covid-19 administre la preuve du danger des régimes dictatoriaux avec leur culture du secret », que la Chine « pourrait trouver son intérêt, au besoin sous la pression internationale de s'acquitter d'une indemnisation à titre gracieux...³ ». Ce discours s'inscrit dans un concert d'accusations venant d'abord des USA mais aussi d'autres pays — Italie, Royaume-Uni, Allemagne, Inde, Australie, etc. — dans lesquels ce sont des organisations, des institutions, des *think tank* ou de simples individus qui s'en font le relais. Au fur et à mesure que l'épidémie s'est répandue, l'ordre géopolitique global a commencé à vaciller à la recherche d'un grand coupable qui a été trouvé aisément dans la Chine, accusée à la fois d'avoir fabriqué par incompetence le virus dans un de ses laboratoires et de se servir de la pandémie pour accroître son pouvoir non seulement sur sa population par des outils numériques mais aussi sur le monde entier avec l'aide apportée aux pays européens et africains en particulier. La hantise d'un renversement de l'hégémonie occidentale s'est accrue considérablement avec les développements de la pandémie et la gestion chaotique de la France en est un cas exemplaire : les mensonges de l'État sur le manque de masques et leur utilité, sur les tests et les dépistages, les errements sur la recherche de traitements et de vaccins, sont révélateurs de la dépendance économique de tous les pays envers la Chine et de ses conséquences. Le gouvernement chinois est certes expert en propagande mais la manière dont son aide est tournée en dérision et vue comme une simple manipulation politique prête à sourire. Sous l'expression de « diplomatie des masques », le gouvernement chinois est érigé en menace dangereuse pour les équilibres politiques mondiaux, en occultant que l'aide humanitaire, quelle que soit sa provenance est toujours aussi un instrument d'influence politique. Lorsque la France en 1975, avec Médecins sans frontières s'est portée au secours des Vietnamiens, brandissant des croix pour

fuir le régime communiste, qui prétendrait qu'il s'agissait d'un simple geste de secours ?

La période présente semble ainsi marquée par un regain de guerre froide et une revitalisation imaginaire de l'ennemi communiste que l'on pensait défunt et remplacé par la figure du terroriste islamiste. Le terme de totalitarisme n'a jamais autant fleuri, sous des traits de plus en plus caricaturaux, faisant croire à un État tout-puissant, obéi servilement par des masses amorphes et endoctrinées à l'encontre de toute réalité qui montre l'esprit critique vif des internautes chinois trouvant toujours de nouvelles astuces pour déjouer la répression. Dans la théâtralité de cette nouvelle guerre froide, les images en jeu, qui rappellent celles en vigueur dans les années 50, se révèlent fondamentalement amphibologiques : les accusations se prêtent à des renversements et des mécanismes de défense symboliques semblent à l'œuvre. Le pouvoir supposé de l'État-parti chinois paraît ainsi autant incriminé qu'envié, en termes économiques mais aussi dans ses capacités autoritaires de gestion de l'épidémie. On sait que, en Chine, les comités de quartier, qui sont des émanations des organisations de masse, ont joué un rôle essentiel dans la contention et la prévention du coronavirus, tout simplement parce que ces dispositifs de surveillance politique permanents peuvent s'impliquer aisément dans la surveillance épidémiologique. Dans le cadre des démocraties, la nécessité de prendre en compte les droits et libertés des acteurs oblige à beaucoup plus de précautions, comme le montre la mise en place en France, trois mois après le début de l'épidémie, de brigades d'intervention, étrange mot repris au vocabulaire maoïste ! Tout se passe comme si le gouvernement français regrettait de ne pas avoir pu être aussi directement efficace qu'en Chine, où, pour isoler les malades, des repas leur ont été portés à domicile par les militants du Parti. Corollairement les voix qui plaident aujourd'hui pour un souverainisme économique de la production face au spectre de la domination chinoise paraissent des incantations fantasmatiques, tant les difficultés incommensurables s'accumulent dans l'hypothèse de remettre en marche des usines abandonnées et surtout de briser les chaînes d'interdépendance installées. Le poids actuel de la Chine dans les anciennes colonies françaises de l'Afrique ajoute à ce tableau, dans lequel les démocraties européennes sont réduites à un rôle mineur dans le monde global et surtout mettent à nu la faiblesse de leurs gouvernements, déplorant nostalgiquement leur ancienne puissance.

La pandémie agit donc comme un analyseur de la globalisation, que d'aucuns souhaiteraient brusquement voir à l'arrêt pour entamer une marche en arrière, rétablissant dans l'imaginaire l'autonomie contre l'ennemi étranger — le vieux « péril jaune » — et l'adversaire politique — le communiste au « couteau entre les dents », qui peuplait les bandes dessinées françaises des années 50 où il était montré assassinant les chrétiens en Indochine ! Les appels à un autre monde, celui d'après, se multiplient : il y régnerait l'autosubsistance,

³ *Le Monde*, 14 mai 2020.

sans pesticides ni pollution, dans nos belles campagnes qui ne seraient plus abîmées par les voitures, les éoliennes et les bruits d'avion, dans lesquelles nous jouirions d'une nourriture et de loisirs sains, que nous n'aurions plus le désir de quitter pour voir d'autres contrées et d'autres peuples. Adieu l'altérité qui dans ce petit paradis n'aurait plus aucune raison de susciter des désirs ! Ces chimères attirent actuellement de nombreux adeptes, de tous bords, et ressemblent à la terre sans mal, en quête de laquelle se lançaient les Tupi-Guarani, si bien décrits par Hélène Clastres. La pandémie réveille les convictions politiques de certains, mais est aussi une matrice de production de prophétismes divers, auxquels l'anthropologie nous a rendus coutumiers. Ces prophétismes occidentaux présents ont pour caractéristique d'être fort peu politiques, et, l'accusation du capitalisme reste vague et voilée par un argumentaire écologique, qui prend peu en compte les luttes des groupes dominés, réprimés et surexploités à ce jour et demain. Les ouvrières du textile se sont remises aux machines au Bangladesh dans des conditions de travail désastreuses et en Inde plusieurs États ont supprimé le droit du travail, ce qui permet aux patrons d'interdire les syndicats, de ne plus fixer de limites à la durée journalière du travail, et de licencier à leur gré. En France, travailler plus pour sauver l'économie est déjà à l'agenda et le droit du travail a été aménagé par pans entiers en faveur des employeurs. Dans cette perspective, la reprise de la croissance reposerait sur la sueur et la bonne volonté des travailleurs, avec ajustement de leurs droits, pour la survie du libéralisme. Les prophètes ont toujours fait rêver mais ne remplacent pas les mouvements politiques qui ne manqueront pas de faire repenser l'avenir des sociétés et du monde global, dans une perspective de justice sociale et économique.